

La guerre des classes

Bulletin de l'Association des amis de l'égalité

BP 30934 41009 BLOIS Cedex

Automne 2005

Bulletin de l'Association des amis de l'égalité

BP 30934

41009 BLOIS Cedex

Le capitalisme nous mène à la misère. Organisons-nous pour le mettre en liquidation !

Le vote du 29 mai pourrait bien sonner le glas d'une illusion, celui de la démocratie représentative. Le 29 mai a marqué un désaveu cinglant à un projet de société capitaliste. Mais pour la droite un seul vote est légitime, celui qui consiste à approuver les orientations du MEDEF, car la droite au pouvoir mène une politique de classe qui se contrefout de la légitimité des urnes.

Exagération ? Pourtant... Des fusils à pompe dans le vieux port de Marseille face à des grévistes et à la population qui les soutient. Une opération commando d'un corps d'élite de l'armée contre des marins qui s'opposent à la privatisation de leur entreprise. Des meutes policières qui saquent des pauvres gens qui n'ont d'autre logement que des squats insalubres. Des milliers d'expulsions. Un ministre de la police qui mène un sale jeu médiatique sur le terrorisme. Un ministre de la justice qui met à l'ordre du jour la rétroactivité des lois (la dernière fois que ça avait été fait c'était sous le sinistre gouvernement de Vichy). Un gouvernement dans son entier qui utilise les ordonnances pour imposer, sans semblant de débat, ses lois contre les chômeurs. Même une pauvre star qui se voit censurer son clip de promotion car il commençait par « Je vais réduire le fracture sociale en 100 jours. Meneur ! ».

Pour nous autres de « la France d'en bas » la démocratie libérale avancée sent décidément le faisandé. Par contre, c'est l'odeur du pognon qui titille les narines des patrons. Les profits des grands groupes français atteignent des sommets. Les indices boursiers s'envolent. La fortune personnelle des dirigeants des sociétés cotées au CAC 40 atteint des montants faramineux (100 milliards pour le seul Bernard Arnaud). Patrons et gouvernants continuent de nous présenter la note de leur politique : précarisation croissante du travail, augmentation des prix, notamment ceux du pétrole qui graissent joyeusement leurs caisses, fermetures de lignes SNCF, milliers de suppressions de postes de fonctionnaires...privatisation des services publics.

Cette politique nous conduit à la misère. Elle est symbolisée, entre autres, par un déficit budgétaire de plus de 1 000 milliards d'euros. Le gouvernement en attribue la responsabilité à la grande majorité de la population qui ne travaillerait pas assez et ne comprendrait pas que les services publics et la protection sociale relèvent d'un luxe qu'il n'est plus possible de se payer. Relayée par les médias, la droite nous refait le coup de la sécu et des retraites. Pourtant ce gouffre n'est rien d'autre que le résultat de 25 ans de cadeaux fiscaux et sociaux au patronat, à l'armée et à tous ceux qui ont goûté aux délices des fonds spéciaux de l'Elysée et des ministères. Ce serait à nous de payer ?

Les médias au service du capital prévoient une rentrée sociale chaude. Bien des ingrédients sont en effet réunis pour que les tensions à l'œuvre dans la société française explosent. Mais, une fois de plus, les organisations syndicales n'ont visiblement pas d'autre ambition que de mimer l'action là où il faudrait se donner les moyens de l'organiser. En réalité elles ne demandent qu'à négocier alors qu'il n'y a rien à négocier dans les mesures du gouvernement mais tout à refuser. D'autres comme le PS et les Verts attendent 2007, pour quelle politique d'ailleurs ? Ils appellent même à manifester le 4 octobre. Pour autant ils ne nous trompent pas.

Comment croire qu'ils mettrons en cause la politique capitaliste alors qu'ils ont fait le contraire quand ils étaient au gouvernement et dans la campagne pour le référendum ? L'un des principaux leaders du PS propose d'ailleurs d'augmenter la TVA. C'est un impôt où tout le monde, riches et pauvres paient la même chose. C'est ce genre d'impôt que réclamait la droite allemande et qui a été refusé aux dernières élections. Comment les croire quand leurs amis socialistes allemands négocient un gouvernement d'union nationale avec la droite ultra libérale qu'ils dénonçaient hier et que c'est sous un gouvernement socialiste que la police espagnole tire sur les « clandestins » à Ceuta ?

Dans la guerre des classes qu'il mène contre nous, le patronat et le gouvernement sont organisés. Ils disposent de la force, des médias et de l'argent.

Pour nous en sortir, nous n'avons d'autre solution que de nous organiser, nous rassembler, mettre librement en discussion nos propositions et préparer une riposte populaire porteuse de transformation sociale dans le sens des intérêts de la classe à laquelle nous appartenons.

Les ordonnances sont un rouleau compresseur contre les chômeurs et les salariés

Le chômage est généralement associé dans les commentaires à une fatalité, un machin qui vous tombe dessus comme la vérole sur le bas clergé. C'est bien entendu un thème de propagande gouvernementale et patronale. On est loin de la réalité et l'on peut s'interroger sur les objectifs réels des divers gouvernements. Du « je vois le bout du tunnel » de Chirac en 1974 aux « 100 jours » de Villepin, force est de constater que le nombre des chômeurs ne diminue pas.

Loin de la fatalité, le chômage et ses différents décomptes sont en fait politiquement et économiquement construits. Les chômeurs constituent pour le patronat « l'armée industrielle de réserve », autrement dit, une masse de manœuvre destinée à l'accroissement des bénéfiques. Les politiques « sociales » ne sont en fait que des moyens supplémentaires pour consolider l'emprise des patrons sur les salariés. Les ordonnances Villepin en sont le dernier épisode. C'est que, du point de vue des patrons, les chômeurs sont bien utiles et qu'importe les conséquences humaines. Un nombre important de chômeurs est un moyen de chantage aux salaires et aux conditions de travail comme on l'a vu plusieurs fois avec les menaces de délocalisation et les « accords » de travail supplémentaire sans augmentation.

C'est aussi un moyen de casser les solidarités ouvrières. D'une part, les chômeurs se retrouvent souvent isolés, difficile alors de mener des luttes revendicatives. D'autre part c'est le moyen de dresser ceux qui ont un travail, assimilés à des nantis, contre ceux qui n'en n'ont pas, assimilés à des fainéants. Dans ce cadre, la lutte des classes disparaît au profit d'une concurrence entre travailleurs avec ou sans emploi.

Par ailleurs, c'est l'occasion pour les patrons d'une précarisation massive sur la thème du « vaut mieux un petit boulot que rien ».

Particulièrement révélateurs de cette dégradation de l'emploi, les chiffres cités par Daniel Mermet dans son émission **La bas si j'y suis** du jeudi 15 septembre sur France Inter (une des rares émissions que l'on peut encore écouter sur cette radio).

	1983	2003	Différence en %
Salariés en intérim	113 000	361 000	+ 316
Salariés en CDD	263 000	1 624 000	+ 517
Salariés en emploi aidé	375 000	503 000	+ 34
Salariés en temps partiel	148 000	1 186 000	+ 701
CDI et emplois publics	16 804 000	18 000 000	+ 12

Les mesures ordonnées par Villepin ne font que noircir ce tableau déjà sombre. On ne reviendra pas sur le CNE qui remet en cause le code du travail, ni sur ses conséquences sociales et humaines.

Par contre il existe d'autres mesures tout aussi dangereuses, par exemple la non-prise en compte des

jeunes de moins de 26 ans dans le calcul de l'effectif du personnel de l'entreprise pour l'application de l'ensemble du Code du Travail.

Ainsi, les salariés des entreprises telles Mc Do, où il y a eu des luttes exemplaires ces dernières années, recrutant essentiellement des jeunes pour peu de temps, se verront privés entre autre de tout droit syndical... On pourrait continuer longtemps ainsi, car chacune des ordonnances est un acte de destruction du Code du Travail, sous prétexte de lutte contre le chômage bien sûr.

Messieurs des syndicats, il n'y a rien de négociable là dedans. Nous revendiquons le retrait total de toutes les ordonnances.

Ouvrons le débat sur des bases de classe ...

Depuis la fin mai 2005 et le NON au traité constitutionnel sur l'Europe, toutes les forces politiques médiatiques, économiques, au service de la bourgeoisie, tous les gens qui ont appelé à voter oui à l'Europe capitaliste, font tout pour faire oublier la claque qu'ils se sont prise.

La répartition des rôles au sein des tenants du capitalisme n'a pas changé. Le gouvernement Chirac-Sarkozy privatise tout ce qu'il peut. Le PS attend 2007 pour aller à la mangeoire et continuer ce que l'UMP est en train de faire. L'UDF se paie le luxe d'apparaître comme l'opposition la plus radicale à sa majesté Chirac.

Sur le terrain, au quotidien, les attaques contre les salariés, les chômeurs, les jeunes, se poursuivent à un rythme accéléré : fermeture d'entreprises, radiation des chômeurs des listes Assedic, augmentation des prix, expulsions, contrôles policiers et précarité pour les jeunes.

Cela se traduit par : la privatisation en cours d'EDF, celle des autoroutes et de la SNCM, la hausse du pétrole et des produits de première nécessité, le démantèlement des droits acquis et du code du travail pour les salariés au profit de la précarité dont le MEDEF a besoin pour améliorer ses bénéficiés.

Pourtant une large majorité de la population a dit non à tout cela dès qu'elle a pu s'exprimer. Le référendum a été l'expression de ce rejet majoritaire.

Le refus de la politique antisociale de l'Europe du capital ne peut être confisqué et enterré par ceux là même qui étalent en permanence leur haine de la classe ouvrière. Ils ont d'ailleurs contribué, en réaction, à ce mouvement d'ampleur du NON.

Les médias du patronat ont besoin de stars et de personnalités médiatiques. Ils les fabriquent comme ils fabriquent les chanteurs sans voix et les vedettes-bidon. Leur peur et celle de leurs maîtres est de se retrouver devant des millions d'anonymes qui revendiquent la même chose.

De la même manière que le MEDEF a besoin d'interlocuteurs qu'il puisse corrompre et manipuler, les médias et les pouvoirs politiques qui les possèdent et les dirigent, ont besoin de personnaliser cette force qui a dit NON. Ils ont une vision policière de la vie et de la conscience des salariés, et plus largement des populations.

Ce n'est pas possible que tant d'individus aient voté NON sans qu'ils aient été manipulés par des leaders ou des formations politiques. Pour eux qui étaient à 95% pour le OUI, le NON c'est Fabius, le Pen, Buffet , etc... Et bien non, la réalité n'est pas aussi simple que les présentateurs amuseurs de la TV et des radios veulent nous le faire croire.

Le NON à Chirac, Hollande, Bayrou, de millions d'électeurs n'est pas la propriété d'un quelconque clown médiatique ni d'intellectuels en mal de sensations. Il correspond à un mouvement profond de rejet des effets du capitalisme par celles et ceux qui le subissent quotidiennement.

Pour nous, la recomposition politique nécessaire aux travailleurs, aux chômeurs, aux précaires, aux jeunes, aux sans droits, ne peut se faire que sur les ruines de ceux qui ont contribué à la survie et au fonctionnement de ce système économique et politique qui nous conduit droit dans le mur. Nous ne signons pas de chèque en blanc à tous ces opposants d'un jour qui, dès qu'ils participent aux gouvernements, continuent de défendre le MEDEF et participent à la liquidation des acquis sociaux.

Discutons du fond, et après, nous verrons ceux qui défendent concrètement les intérêts de la population salariée et au chômage. Discutons donc de :

- l'abrogation de tous les traités européens, contenus dans le texte soumis à référendum et rejeté

massivement le 29 mai que le pouvoir continue d'appliquer comme si il ne s'était rien passé,

- l'augmentation des salaires et des prestations sociales pour tous ceux qui ne gagnent pas 2 fois le SMIC,
- la réduction de l'échelle des rémunérations qui est de plus de 1 à 50 actuellement.

On nous rabâche qu'il n'y a pas d'argent. Mensonge ! De l'argent il y en a, les actionnaires des sociétés anonymes en gagnent à ne rien faire. Mettons en avant :

- la nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises dont la vocation est de satisfaire les besoins de la population. Cela concerne les domaines de la production et de la distribution de : l'énergie (EDF GDF), l'eau, les routes et les transports (SNCF, aérien, maritime), la santé, l'éducation, l'environnement.
- la nationalisation, sans indemnité ni rachat, de toutes les entreprises défaillantes qui ferment pour se délocaliser,
- la suppression du travail précaire et de tous les contrats-bidon qui livrent au MEDEF une main d'œuvre sous payée, sans droits sociaux,
- le rétablissement du droit à la retraite après 37,5 années de cotisations pour tous, privé et public.
- la création d'un pôle bancaire public, dont le seul objectif sera l'équilibre financier et non le profit.

Sur le terrain constitutionnel, portons le débat sur :

- la suppression des institutions anti-démocratiques de la cinquième République et l'élection d'une Assemblée constituante,
- les élections des représentants du Peuple sur la base de la proportionnelle intégrale, pour un mandat et un seul, non renouvelable sans une interruption au moins égale à la durée du mandat avec, comme base de rétribution des élus, deux fois le SMIC.
- l'engagement des élus sur une base programmatique concrète qui permette leur révocation dès qu'ils ne respectent pas leur propre engagement.

Ce ne sont que quelques mesures concrètes qui s'inscrivent dans un cadre de discussion et d'action qui concerne tous ceux qui pensent que cette société ne peut plus fonctionner comme elle le fait.

Alors, gauchistes, utopistes, idéalistes, irréalistes, aventuristes ? Non. Tout simplement socialistes, égalitaires, humains.

Que ceux qui s'accommodent du fait que 50% de la population vive avec le SMIC et souvent moins, tremblent de perdre leurs privilèges et le pouvoir, rien d'étonnant ! Que ceux qui ne disposent pas de ces privilèges et de ce pouvoir se posent la question d'une plus juste répartition des richesses produites par le travail humain, rien de plus légitime. Que ces différentes classes sociales aient des intérêts inconciliables est évident : la lutte des classes n'est pas un gros mot, mais une réalité incontournable.

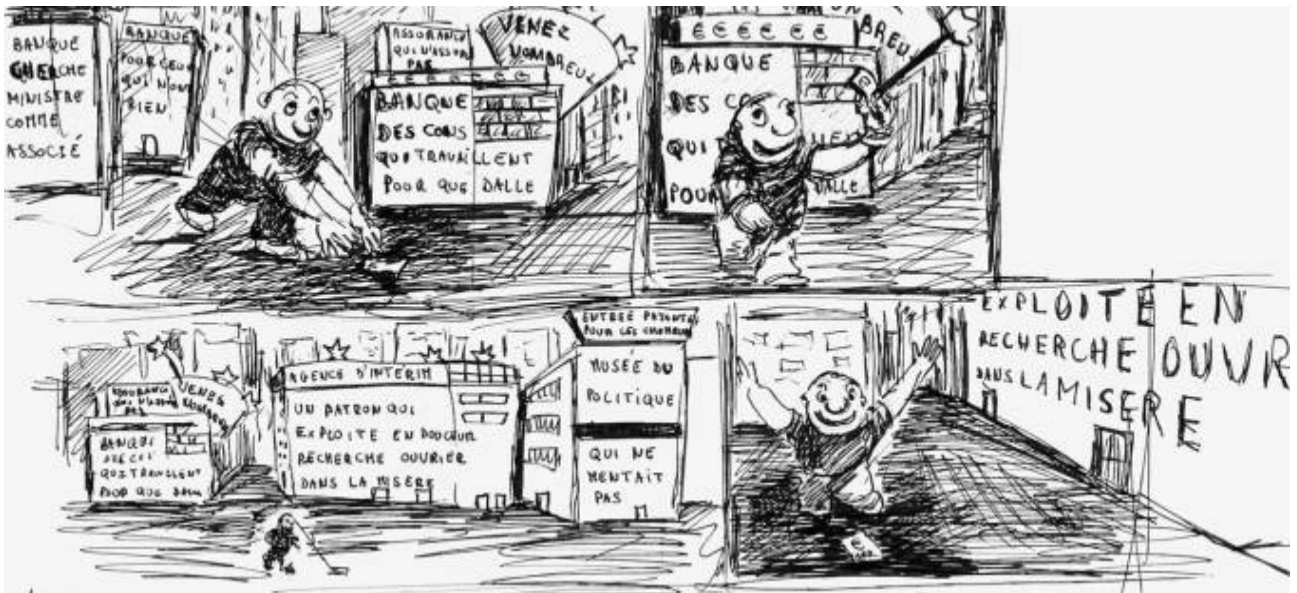
Les conditions d'existence déterminent la conscience. La recomposition politique indispensable ne peut se faire qu'à partir de fondamentaux politiques, économiques et sociaux de classe. Il n'y a jamais rien de bon à attendre des actionnaires, des détenteurs de valeurs qui prétendent lutter contre les injustices que produit le capitalisme qui les fait vivre.

Le combat pour une société sans classe, humaine et égalitaire,

le combat pour le communisme,

passé par le combat au quotidien contre le système en place

qui nous opprime et nous vole.



SNCM

La SNCM a été créée en 1976 avec une mission de service public. La vente d'actifs publics aux capitalistes avides de profit se fait à « prix d'ami ». Walter Butler est un proche du Premier Ministre. Henri Proglio, PDG de Veolia (dont Connex est une filiale) est un ami de Jacques Chirac. Mais dans le cas de la SNCM, le terme « vente » n'est pas approprié.

Le groupe Walter Butler et le groupe Connex ne déboursent pas un seul centime pour s'accaparer une entreprise dont la valeur se situe pourtant entre 450 et 500 millions d'euros. Au contraire, selon les termes de cette scandaleuse opération, l'Etat versera 113 millions d'euros dans les coffres de l'entreprise juste avant de la céder à Butler et Connex pour la somme de 35 millions. Ce n'est pas tout. Les requins capitalistes qui tournent autour des navires de la SNCM prévoient la suppression de 400 emplois sur un total de 2400 - dont le coût sera, lui aussi, pris en charge par l'Etat !

La colère qui monte offre un exemple de ce qui va se passer dans d'autres secteurs de l'économie face à la politique de privatisation, de précarité et de régression sociale menée par le gouvernement et le MEDEF. Nous devons tous nous opposer catégoriquement à la privatisation, même partielle, de la SNCM. C'est la « libéralisation » du trafic maritime qui se trouve à la source des difficultés financières de l'entreprise publique. L'attitude de François Hollande, qui s'est déclaré favorable à la cession de 49% de la SNCM aux capitaux privés, est intolérable..

Une privatisation partielle ne serait que la première étape vers une privatisation totale de l'entreprise, et ne répond pas à la question des suppressions d'emploi exigées par les acquéreurs. L'Etat a largement subventionné d'innombrables entreprises privées sous divers prétextes - y compris Hewlett-Packard, qui a récemment décidé de fermer son site de Grenoble. Mais alors, comment justifier le refus d'assurer un financement adéquat de la SNCM ?

Le prix de l'or noir

Les prix du pétrole s'envolent depuis un an. Alors que le baril se payait moins de 40 dollars en janvier 2004, il dépasse aujourd'hui les 70 US \$. Certains profitent de cette flambée des cours.

Revue de détail des gagnants du pétrole cher.



« Je ne mâcherai pas mes mots : la flambée du brut, qui a brièvement franchi un record à plus de 70 dollars US le baril, n'est que pure bulle spéculative »

Steve Forbes
 éditeur du magazine ÉPONYME
 mardi 30 Août 2005

Quelle aubaine que le passage du cyclone Katrina sur le golfe du Mexique, région riche en pétrole ! Il suffit de laisser planer la possibilité d'une rupture d'approvisionnement, et les prix s'envolent.

Le prix à la pompe

La TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) et la TVA à 19,6% représentent 74% du prix de l'essence et 67% du prix du gazole. En 2005, la TIPP devrait rapporter 20,19 milliards d'euros à l'Etat français.

Le prix de l'essence flambe, le trafic voyageurs de la SNCF augmente de 4,5% au premier semestre 2005. Contrairement au transport de marchandises. Même si les routiers protestent contre les taxes, ils bénéficient d'une ristourne importante sur la TIPP.

Du coup, le trafic fret de la SNCF a diminué de 3,7% en 2004, et ce chiffre est en constante augmentation.

Selon le ministère français de l'Economie, le groupe des cinq majors du pétrole (Shell, BP, Total, Chevron Texaco et Exxon Mobil) a vu son chiffre d'affaires global progresser de 55 % en deux ans, passant de 740 milliards en 2002 à 1150 milliards de dollars en 2004. Dans le même temps, leurs bénéfices ont été multipliés par 2,4 passant de 35 milliards de dollars en 2002 à 85 milliards en 2004.

Devenues partout les premières entreprises par la capitalisation boursière, jamais les compagnies pétrolières ne se sont aussi bien portées.

Elles en sont à racheter leurs propres actions pour faire grimper encore le cours de bourse ... En 2004,

elles ont consacré l'équivalent d'au moins 5 % de leur capitalisation boursière au rachat de leurs propres actions et au versement de dividendes à leurs actionnaires. Jusqu'à 8,2 %, soit 7,8 milliards d'euros pour Total, qui remporte ainsi la palme du « retour à l'actionnaire ».

Au premier trimestre 2005, Total réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards d'euros, en hausse de 50% par rapport à l'année dernière.

Même constat chez BP dont les bénéfices se chiffrent à 6,6 milliards d'euros sur la même période.

A 70 dollars le baril, les pays producteurs de pétrole engrangent 2 milliards de dollars par jour !

Mobilisation pour les procès des faucheurs volontaires d'OGM

Le Collectif des faucheurs volontaires d'OGM a encore frappé partout en France cet été.

A l'heure où les médias essaient d'embobiner le Peuple en lui faisant miroiter que les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) sont ' la ' culture-miracle, ces multinationales de l'agro alimentaire n'ont jamais apporté la moindre preuve de la non dangerosité de ces semences transgéniques exploitées en espace ouvert. Rappelons également que les OGM devaient résoudre le problème de la faim dans le monde. Nous voyons bien ce qu'il en est.

Le 7 Juillet dernier, deux parcelles de maïs transgénique semé dans le Loiret par la multinationale étasunienne Monsanto, à Neuville aux Bois et à Gréneville en Beauce, ont été neutralisées par les faucheurs. Comme à l'accoutumée, les forces de l'ordre sont intervenues, et ont interpellé aléatoirement sept faucheurs, qui comparaitront devant la justice bourgeoise au tribunal d'Orléans.

Nous appelons donc à la mobilisation pour manifester notre soutien aux prévenus les **27** et **28** Octobre, jours du procès.

Pour plus d'informations: www.monde-solidaire.org